



Notice d'hygiène et sécurité V2.0

Projet GENESYS

Création d'un parc logistique bimodal

Ce dossier fait l'objet d'une demande de permis de construire

W Life

Site route du Lyonnais – Loire sur Rhône (69)

SAS W Life

Affaire suivie par Manuel RODRIGUEZ

136 cours Lafayette

69 003 Lyon

Tél : 07 82 23 93 03

Mail : logistique.conseil42@gmail.com

1607EL7PA000025

Mai 2017

SOMMAIRE

1. PRESENTATION	3
2. TEXTES DE PORTEE GENERALE.....	3
2.1 TEXTES CODIFIES DANS LE CODE DU TRAVAIL.....	3
2.2 TEXTES NON CODIFIES	6
3. TEXTES DE PORTEE SPECIFIQUE	7
3.1 SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES POUR LES TRAVAILLEURS ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL.....	7
3.2 ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL	7
3.3 APPAREILS DE LEVAGE AUTRES QUE LES ASCENSEURS ET LES MONTE-CHARGES	8
3.4 SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL.....	8
4. HYGIENE DE TRAVAIL	9
4.1 MEDECINE DU TRAVAIL	9
4.2 LOCAUX SANITAIRES	9
4.3 NETTOYAGE DES INSTALLATIONS	9
4.4 AMBIANCE PHYSIQUE DE TRAVAIL	9
5. SECURITE DU TRAVAIL	10
5.1 SECURITE DU PERSONNEL	10
5.1.1 Objets pesants	10
5.1.2 Prévention du risque électrique.....	10
5.1.3 Prévention du risque chimique	10
5.1.4 Exposition des salariés au bruit	10
5.1.5 Moyens de lutte contre l'incendie	11
5.1.6 Moyens individuels de protection	11
5.1.7 Issues de secours	11
5.2 ORGANISATION INTERNE DE LA SECURITE.....	12
5.2.1 Formation à la sécurité.....	12
5.2.2 Affichage	12
5.2.3 Interventions extérieures.....	12
5.2.4 Co-exploitation	12
5.2.5 Mesures spécifiques applicables à l'utilisation des équipements de travail mobiles.....	13
5.2.6 Vérifications techniques obligatoires.....	13

1. PRESENTATION

Cette notice est réalisée dans le cadre de l'article R. 512-6 6 du code de l'environnement. Elle a pour objet de décrire l'ensemble des mesures destinées à assurer l'Hygiène et la Sécurité du Personnel.

Elle présente l'ensemble des dispositions qui sont prises conformément à la législation et aux diverses réglementations en vigueur.

Ces prescriptions relèvent :

- ~ des parties législatives et réglementaires du code du travail ;
- ~ de certaines parties du code de la santé publique.

Compte tenu des objectifs généraux de ce dossier, cette notice présente les principales dispositions qui sont mises en œuvre ou prévues dans le cadre du projet pour assurer l'hygiène et la sécurité du personnel lors du chantier et de l'exploitation ultérieure des installations.

Le présent document est indissociable des autres parties du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, et tout particulièrement de la description du site, notamment en ce qui concerne les aspects organisationnels, et les activités du site. Ce document est également indissociable de l'étude d'impact et de l'étude de dangers, avec les mesures communes prises à la fois pour la sécurité du personnel et la protection de l'environnement.

2. TEXTES DE PORTEE GENERALE

2.1 TEXTES CODIFIES DANS LE CODE DU TRAVAIL

Titre	Contenu	
R 4141-1 à R 4141-20	Formation sécurité au poste de travail	
- D 4152-10	Travaux exposant les femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitant.	Risques chimiques
- D 4153-25 à 28	Travaux exposant les jeunes travailleurs	
- R 4411-1	Mise sur le marché de substances et préparations : dispositions générales	
- R 4411-74 à R 4411-84	Utilisation de dénominations de remplacement	
- R 4412-1 à R 4412-4	Agents chimiques dangereux : champ d'application et définitions	
- R 4412-6 à R 4412-10	Agents chimiques dangereux : évaluation des risques	
- R 4412-11 à R 4412-22	Agents chimiques dangereux : mesures et moyens de prévention	
- R 4412-23 à R 4412-26	Agents chimiques dangereux : vérifications des installations et appareils de protection collective	
- R 4412-27 R 4412-37	Agents chimiques dangereux : contrôle de l'exposition	
- R 4412-38 et R 4412-39	Agents chimiques dangereux : information et formation des travailleurs	Risques chimiques
- R 4412-40 à R 4412-58	Agents chimiques dangereux : suivi des travailleurs et surveillance médicale	

Titre	Contenu	
- R 4412-59 à R 4412-93	Dispositions particulières aux agents CMR	
- R 4412-94 à R 4412-96	Risques d'exposition à l'amiante : champ d'application et définitions	
- R 4412-97 à R 4412-113	Risques d'exposition à l'amiante : dispositions communes à toutes les activités	
-R 4412-114 à R 4412-138	Risques d'exposition à l'amiante : dispositions spécifiques aux activités de confinement et de retrait d'amiante	
- R 4412-139 à R 4412-148	Risques d'exposition à l'amiante : dispositions spécifiques aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante	
- R 4412-149 à R 4412-153	Règles particulières à certains agents chimiques dangereux : fixation des valeurs limites d'exposition professionnelles et biologiques	
-R 4412-154 à R 4412-164	Règles particulières à certains agents chimiques dangereux : silice cristalline / plomb et composés / benzène / chrome et composés	
- R 4535-9	Dispositions applicables aux travailleurs indépendants en bâtiment et génie civil : agents CMR	
- R 4535-10	Dispositions applicables aux travailleurs indépendants en bâtiment et génie civil : activités de confinement et de retrait d'amiante et activités et interventions sur des matériaux et appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante.	
- R 4624-4	Services de santé au travail : actions du médecin du travail	
- R 4722-16	Contrôle risques chimiques : amiante	
- R 4723-5	Mises en demeure et vérification : recours	
- R 4724-6 à R 4724-14	Organismes de contrôle des risques chimiques	
- R 4541-1 à R 4541-9 - R 4541-11	Manutention de charges	
- R 4221-1	Dispositions générales	Utilisation des lieux de travail
- R 4224-1 à R 4224-8	Caractéristiques des lieux de travail	
- R 4224-9 à R 4224-13	Portes et portails	
- R 4224-14 à R 4224-16	Matériel de secours et secouriste	
- R 4224-17 à R 4224-19	Maintenance, entretien et vérifications	

Titre	Contenu	
R 4224-20 à 24	Signalisation et matérialisation relatives à la santé et à la sécurité	
- R 4225-7 - R 4228-1 à R 4228-18 - R 3121-2	Installations sanitaires	
- R 4225-2 à R 4225-4	Postes de distributions de boissons	
- R 4225-5	Sièges	
- R 4222-1 à R 4222-26, - R 4722-1, R 4722-2, R 4722-26 - R 4722-13, R 4722-14 - R 4724-2, R 4724-3	Aération, assainissement	Ambiance des lieux de travail
- R 4412-149	Agents chimiques dangereux : fixation des valeurs limites d'exposition professionnelle	
- R 4223-13, R 4223-14	Ambiance thermique	
- R 4223-1 à R 4223-12 - R 4722-3, R 4722-4, R 4722-26 - R 4724-16, R 4724-17	Eclairage	
- R 4431-1 à R 4431-4 - R 4432-1 à R 4432-3 - R 4433-1 à R 4433-7	Prévention des risques dus aux bruits	
- R 4228-19 - R 4228-22 à R 4228-25	Repas	
- R 4228-26 à R 4228-37	Hébergement	
- R 4227-2 à R 4227-54	Prévention des incendies et des explosions	
- R 4152-1 à D 4152-11 - D 4153-1 à D 4153-49	Travail des femmes et jeunes travailleurs	
- R 2411-1 - R 4523-2, R 4523-3 - R 4524-1 à R 4524-10 - R 4612-2, R 4612-4, R 4612-5, R 4612-7 - R 4613-1 à R 4613-7, R 4613-11, R 4613-12 - R 4614-2 à R 4614 17, R 4614-20 à R 4614-26, R 4614-26 à R 4614-36 - R 4615-2 à R 4615-21	CHSCT	
- R 4621-1 - D 4622-1 à D 4622-4, D 4622-22 à D 4622-24, R 4622-25, D 4622-26, D 4622-27, D 4622-30 à D 4622-34, D 4622-42 à D 4622-62 - R 4623-16, R 4623-26 à R 4623-43 - R 4624-15 - R 4626-1	Service médical du travail	

L : Loi — **D** : Décret — **A** : Arrêté

2.2 TEXTES NON CODIFIES

Titre	Contenu
L 81.3 du 7 Janvier 1981	Protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou maladie professionnelle
D du 3 Août 1963	Liste des maladies ayant un caractère professionnel dont la déclaration est obligatoire
D n°92.158 du 20/02/92	Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure intervenante
A du 11 Juillet 1977	Liste des travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale
L n°82.1097 du 23 Décembre 1982	Situation de danger grave et imminent - droit d'alerte et de retrait
A du 8 Octobre 1987	Contrôle périodique des installations, d'aération et d'assainissement
A du 9 Octobre 1987	Contrôle de l'aération et l'assainissement des locaux de travail pouvant être prescrit par l'inspecteur du travail
D n°88.405 du 21 Avril 1988	Protection des travailleurs contre le bruit
D n°88.1056 du 14 Novembre 1988	Protection des travailleurs contre les courants électriques

L : Loi — **D** : Décret — **A** : Arrêté

3. TEXTES DE PORTEE SPECIFIQUE

3.1 Substances et préparations dangereuses pour les travailleurs Équipements de travail

- Décret n°79-230 de mars 1979
- Arrêté du 9 novembre 2004 fixant la liste et les conditions d'étiquetage et d'emballage des substances dangereuses

3.2 Équipements de travail

- **Loi n°91-1414 du 31 Décembre 1991**

Modification du Code du travail et du Code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail.

- **Décret n°92-765 du 29 Juillet 1992 - Codifié au Code du travail**

Équipements de travail et moyens de protection soumis aux obligations définies aux articles L.4311-1 et L.4311-2 du Code du travail et modifiant le Code du travail (équipements de travail, moyens de prestations, équipements de protection individuelle).

- **Décret n°92-766 du 29 Juillet 1992 - Codifié au Code du travail**

Procédures de certification de conformité et diverses modalités de contrôle de conformité des équipements de travail et moyens de protection et modifiant le Code du travail (procédure applicable, certificat de conformité, contrôle de conformité).

- **Décret n°92-767 du 29 Juillet 1992 modifié par le décret n°96-725 du 14/08/1996**

Règles techniques et procédures de certification de conformité applicables aux équipements de travail visés aux articles R.4311-4 et R.4311-5 du code de travail et aux moyens de protection visés à l'article R.4311-9 du Code du travail et modifiant le Code du travail (prescriptions techniques, équipements de travail, moyens de protection).

- **Décret n°92-768 du 29 Juillet 1992**

Règles techniques et procédures de certification de conformité applicables aux équipements de protection individuelle visés aux articles R.4311-12, R.4311-13 et R.4311-14 du Code du travail et modifiant le Code du travail.

- **Décret n°93-40 du 11 Janvier 1993**

Prescriptions techniques applicables à l'utilisation des équipements de travail, matériel d'occasion, mise en conformité des équipements existants.

- **Décret n°93-41 du 11 Janvier 1993**

Mesures d'organisation, conditions de mise en œuvre et d'utilisation.

Ces textes ont été intégrés dans la quatrième partie – Livre III : Equipement et moyens de protection du Code du travail.

- ⇒ Principes et dispositions de conception et mise sur le marché des équipements de travail et des moyens de protections : art. L 4311-1 à L 4311-7, R 4311-1 à R 4311-8
- ⇒ Procédure de certification de conformité : art. L 4314-1, R 4313-1 à R 4313-86 à R 4322-1 à R 4322-3
- ⇒ Principes et dispositions d'application pour l'utilisation des équipements de travail et des moyens de protection : art. L 4321-1 à L 4321-5, R 4321-1 à R 4321-5, R 4323-1 à R 4323-106, R 4324-1 à R 4324-45

3.3 Appareils de levage autres que les ascenseurs et les monte-charges

Les textes principaux sont :

Arrêté du 8 septembre 1989

Arrêté du 25 juin 1999 relatif à la vérification périodique des équipements de travail utilisés pour le levage des charges

Ces textes se rapportant aux appareils de levage autres que les ascenseurs et les monte-charges ont été codifiés dans le Code du travail et plus particulièrement au niveau de la quatrième partie – **Livre III : Equipement de travail et moyens de protections, et plus précisément aux articles :**

- R 4311-1 à R 4311-5 à R 4311-7 : Conception et mise sur le marché des équipements de travail et des moyens de protections
- R 4311-9 à R 4311-11 : Composants de sécurité
- R 4311-12 à R 4311-16 : Equipement de protection individuelle et dispositions d'applications
- R 4312-1 à R 4312-2 : Règles techniques de conception pour les machines, accessoires de levage, composants d'accessoires de levage, chaînes, câbles, sangles de levage et composants de sécurité.
- R 4313-51 : Procédures de certification applicables aux accessoires de levage et composants d'accessoires de levage
- R 4323-29 à R 4323-49, R 4323-55 à R 4323-57, R 4324-24 à R 4324-29: Mesures d'organisation et conditions d'utilisation des équipements de travail servant de levage de charges.

3.4 Services de santé au travail

Quatrième partie, Livre VI, Titre II du Code du travail.

Arrêté du 11 Juillet 1977 relatif à la liste des travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale

Instruction RT n°2 du 8 août 1977 relative à la surveillance médicale des travailleurs postés

Arrêté du 22 Novembre 1989

Ces textes sont codifiés aux articles suivant dans le Code du travail :

- ✓ **Art. L 4621-1, L 4622-1 à L 4622-6, R 4621-1, R 4622-1 à R 4622-4 : Principes, champ d'application et organisation des services de santé au travail**
- ✓ **ART R 4624-1 à R 4624 : Actions du médecin du travail**

4. HYGIENE DE TRAVAIL

4.1 Médecine du Travail

Lors de l'embauche, le personnel suivra une visite médicale d'aptitude. La surveillance médicale du personnel permanent sera assurée par les services de santé au travail, à raison d'une visite tout les 2 ans ou 1 an, selon le poste. Au-delà des visites médicales et d'une action soutenue concernant la médecine préventive, le médecin du travail assurera le dialogue permanent avec l'ensemble des travailleurs sur les conditions de travail et de sécurité dans l'établissement.

Les travailleurs de nuit bénéficieront d'une surveillance médicale renforcée, qui aura pour objet de permettre au médecin du travail d'apprécier les conséquences éventuelles pour leur santé et leur sécurité du travail de nuit, notamment du fait des modifications des rythmes chronobiologiques, et d'en appréhender les répercussions potentielles sur leur vie sociale, comme il est prévu par les articles R.3122-18 et suivants du Code du Travail.

4.2 Locaux sanitaires

Les lavabos et cabinets d'aisance seront localisés au niveau des bureaux et des vestiaires, ils répondront en nombre et qualité aux prescriptions des articles R 4228-1 à R4228-15 du Code du travail.

Ces locaux seront correctement aérés, chauffés et éclairés. Ils seront maintenus dans un état constant de propreté.

4.3 Nettoyage des installations

Les postes de travail, locaux sociaux, services administratifs et sanitaires seront tenus en état de propreté permanente.

4.4 Ambiance physique de travail

L'éclairage des locaux sera assuré à un niveau suffisant par éclairage naturel et artificiel, suivant les articles R 4213-2, R 4223-1 à R 4223-12 du Code du travail (Partie IV-Livre II-Titre II-Chapitre III : Eclairage, ambiance thermique).

Les dispositions des articles R. 4223-13 à R. 4223-15 relatives à l'ambiance thermique seront respectées, à savoir :

- ~ les locaux fermés affectés au travail seront chauffés pendant la saison froide à une température convenable et sans émanation délétère ;
- ~ la température des locaux annexes (repos, sanitaires, etc.) obéira à la destination spécifique de ces locaux ;
- ~ toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection des travailleurs contre le froid et les intempéries seront prises par les exploitants du bâtiment, après avis du médecin du travail ou, à défaut, des délégués du personnel.

5. SECURITE DU TRAVAIL

5.1 Sécurité du personnel

5.1.1 Objets pesants

Toutes les opérations de chargement et de déchargement se feront à l'aide de systèmes mécaniques adaptés (chariots, ...).

Le site sera équipé des équipements suivants :

- transpalettes,
- chariots élévateurs électriques,
- gerbeurs.

Les employés utilisateurs de ces équipements seront titulaires d'une autorisation de conduite.

5.1.2 Prévention du risque électrique

Les installations électriques seront conçues et réalisées de façon à ne pas provoquer de risques pour les personnes.

La conception ainsi que la réalisation de l'installation électrique est effectuée selon les règles du Décret n°88-1096 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du Livre II, Quatrième partie du Code du travail en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

Tout le matériel électrique, ainsi que les modalités d'entretien et d'intervention, seront conformes à la norme NF C 15-100.

Avant toute intervention sur un réseau pour une opération de maintenance, le sectionneur sera ouvert et cadenassé dans cette position.

Le contrôle des installations sera réalisé une fois par an par un organisme agréé.

Les interventions sur les installations électriques seront réalisées uniquement par le personnel formé et habilité à ce titre.

5.1.3 Prévention du risque chimique

Aucune préparation chimique ne sera fabriquée sur le site.

Les conseils de prudence concernant les substances dangereuses et la manipulation de ces produits seront réalisés suivant la nature des risques et suivant les consignes établies, notamment en ce qui concerne la manipulation de produits inflammables. Les fiches de sécurité des produits seront disponibles sur le site.

Les conditions d'usage feront qu'en fonctionnement normal, les travailleurs ne seront pas susceptibles d'être confrontés à la VME ou la VLE pour ces produits.

5.1.4 Exposition des salariés au bruit

Du fait des activités du site, les travailleurs seront susceptibles d'être exposés aux valeurs limites d'exposition ou aux valeurs d'exposition déclenchant une action de prévention suivantes fixées par l'article R 4431-2 du code du travail :

VALEURS D'EXPOSITION	NIVEAU D'EXPOSITION
1° Valeurs limites d'exposition	Niveau d'exposition quotidienne au bruit de 87 dB (A) ou niveau de pression acoustique de crête de 140 dB (C)
2° Valeurs d'exposition supérieures déclenchant l'action de prévention prévue à l'article R. 4434-3, au 2° de l'article R. 4434-7, et à l'article R. 4435-1	Niveau d'exposition quotidienne au bruit de 85 dB (A) ou niveau de pression acoustique de crête de 137 dB (C)
3° Valeurs d'exposition inférieures déclenchant l'action de prévention prévue au 1° de l'article R. 4434-7 et aux articles R. 4435-2 et R. 4436-1	Niveau d'exposition quotidienne au bruit de 80 dB (A) ou niveau de pression acoustique de crête de 135 dB (C)

Pour l'application des valeurs limites d'exposition définies au 1°, la détermination de l'exposition effective du travailleur au bruit tient compte de l'atténuation assurée par les protecteurs auditifs individuels portés par le travailleur, mais pas pour l'application des valeurs d'exposition définies aux 2° et 3°.

Les locaux sensibles (bureaux, salle de repos, salle de restauration, etc.) seront correctement isolés des zones de travail.

5.1.5 Moyens de lutte contre l'incendie

Le personnel sera informé de la conduite à tenir en cas d'incendie.

Les moyens de lutte mis en œuvre seront :

- ✓ des extincteurs ;
- ✓ des RIA ;
- ✓ des bornes incendie extérieures,
- ✓ un réseau sprinkler.

Le personnel sera formé à la manipulation des équipements de lutte contre l'incendie (extincteurs) afin de présenter sur site une équipe de première intervention.

Les formations seront régulièrement remises à jour.

5.1.6 Moyens individuels de protection

Les équipements de protection individuels suivants seront fournis et portés par le personnel :

- ✓ bouchons d'oreille, casques anti-bruit,
- ✓ tenues de travail,
- ✓ chaussures de sécurité.

L'ensemble des salariés aura accès à toutes les procédures, processus et informations concernant l'activité et organisation du site.

5.1.7 Issues de secours

Le site comprendra des issues de secours afin d'éviter toute impasse et de permettre une évacuation rapide en cas d'incendie. Les issues de secours seront matérialisées afin que l'évacuation du personnel puisse s'effectuer sans difficulté après la transmission de l'alerte.

5.2 Organisation interne de la sécurité

5.2.1 Formation à la sécurité

La sécurité fait partie intégrante de la fonction de chacun. Dès l'embauche, l'ensemble du personnel sera sensibilisé et formé à l'exploitation et à la sécurité de l'établissement. Cette sensibilisation vise à apporter au personnel les connaissances suivantes :

- ✓ les consignes générales de sécurité du site,
- ✓ les consignes en cas de situation d'urgence, accident, incident,
- ✓ les consignes et règles de circulation,
- ✓ les accès aux locaux.

Pour tous les nouveaux salariés, les formations suivantes seront dispensées :

- la formation d'intégration du personnel,
- la formation sécurité au poste de travail,
- la sensibilisation aux risques professionnels et à l'évaluation des risques,
- exercice d'évacuation des bâtiments.

Chaque employé aura annuellement un entretien individuel avec son responsable hiérarchique au cours duquel seront rappelées les consignes de sécurité et d'environnement applicables sur le site et plus spécifiquement au poste de travail de l'intéressé.

En fonction des postes occupés, différentes formations seront dispensées au personnel du centre.

5.2.2 Affichage

Le règlement intérieur sera affiché dans le bâtiment. D'autres documents et informations seront disponibles sur les panneaux d'affichage et lieux de passage :

- ✓ organigramme,
- ✓ horaires,
- ✓ politique qualité et environnement,
- ✓ notes internes,
- ✓ plan de sécurité (plan d'évacuation, consignes d'exploitation, consignes d'évacuation et d'interdiction de fumer...),
- ✓ les panneaux d'interdiction et de danger.

5.2.3 Interventions extérieures

La caserne des pompiers la plus proche se situe à Givors.

L'Hôpital le plus proche se situe à Givors.

5.2.4 Co-exploitation

Les zones de co-exploitation entre les différentes entreprises intervenantes feront l'objet d'une convention visant à fixer les règles et consignes de sécurité spécifiques à cette zone, et d'un plan de prévention lié à l'exploitation de cette zone commune.

Cette convention sera réévaluée régulièrement conjointement entre les sociétés.

Toute intervention non prévue dans la convention de co-exploitation fera l'objet d'un plan de prévention supplémentaire établi après réalisation d'une analyse détaillée des risques liés à cette intervention.

5.2.5 Mesures spécifiques applicables à l'utilisation des équipements de travail mobiles

Les équipements de travail mobiles répondront aux dispositions définies dans les articles R. 4323-50 à R. 4323-54.

Des mesures d'organisation seront prises pour éviter que des travailleurs à pied ne se trouvent dans la zone d'évolution des équipements de travail. Si la présence de travailleurs à pied est néanmoins requise pour la bonne exécution des travaux, des mesures seront prises pour éviter qu'ils ne soient blessés par ces équipements.

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage sera réservée aux travailleurs ayant reçu une formation adéquate et actualisée : art. R. 4323-55.

Les autorisations de conduite seront à la disposition de l'inspecteur du travail ainsi que des agents des services de prévention des organismes compétents de la sécurité.

Ceci concernera notamment les chariots élévateurs et les chargeurs.

5.2.6 Vérifications techniques obligatoires

Certaines catégories d'équipements feront l'objet de contrôles périodiques effectués par un organisme agréé. Il s'agit notamment :

- ✓ des systèmes électriques,
- ✓ des engins de levage,
- ✓ des installations de combustion,
- ✓ des appareils sous pressions,
- ✓ des équipements de protection contre l'incendie,
- ✓ des portes et portails automatiques.

Ces dispositions seront portées sur différents registres et carnets obligatoires qui seront tenus à la disposition de l'Inspection du Travail et de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.